

# JOURNAL DE ROUBAIX

## POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

**PRIX DE L'ABONNEMENT :**  
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.  
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.  
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

**RÉDACTION & ADMINISTRATION**  
17, RUE NEUVE, 17  
**Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX**  
Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

**ABONNEMENTS ET ANNONCES :**  
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.  
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C<sup>e</sup>, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34  
Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 10 JANVIER 1886

### LES ANGLAIS EN ÉGYPTÉ

C'est chose difficile d'expliquer le va-et-vient des troupes anglaises en Égypte et sur le chemin de l'Égypte. Elles vont à Tel-el-Kébir, elles vont à Souakin, voire jusque devant Khartoum, et tout récemment encore elles poussent au delà de Wadi-Halfa, elles reviennent aux confins du Soudan, elles battent l'ennemi, puis elles s'en retournent, elles ne s'arrêtaient même pas à Alexandrie, elles s'embarquent et vont attendre dans leurs garnisons de Malte ou de Gibraltar. Une occupation permanente depuis trois ans serait certes moins coûteuse que cette perpétuelle circulation, aller et retour à travers la Méditerranée et l'Égypte. Du temps où M. Gladstone était au pouvoir, les choses pouvaient s'expliquer par la répugnance invincible du premier ministre contre une occupation permanente de l'Égypte. Il y avait envoyé un corps expéditionnaire malgré lui, son idée fixe était de le rappeler le plus tôt possible. Il le disait tout haut, trop haut même, pour qu'il pût inspirer confiance à ceux qu'il prétendait se courir ou intimider les insurgés qu'il se proposait de renvoyer dans le désert.

On comprend moins ce mouvement de flux et de reflux des troupes anglaises se continue sous l'administration du marquis de Salisbury. Après avoir dénoncé les oscillations de la politique de M. Gladstone et particulièrement blâmé l'évacuation précipitée de Dongola, il fait avancer les troupes anglaises plus qu'à moitié chemin de la frontière égyptienne à cette place. Elles infligent une défaite complète à l'ennemi, et voilà qu'à son tour il donne le signal de la retraite, à la grande surprise des amis comme des ennemis.

Ces fautes coïncident avec l'Angleterre si la fortune ne lui venait pas en aide. On peut compter comme une première bonne chance la mort subite du Mahdi après la prise de Khartoum. Au moment où l'on devait s'attendre à une marche en avant de l'insurrection victorieuse, il n'a plus eu question que de la guerre civile entre les lieutenants du Mahdi : le principal d'entre eux s'est fait battre par les Abyssins, la garnison de Cassala fini par être massacrée comme les autres, et il n'y a plus en tête qui vive à délivrer dans le Soudan.

Il est venu se faire battre aux confins, occupés par les troupes britanniques, à portée du Nil qui les a amenés, et il leur a livré ses approvisionnements, en armes, munitions et vivres, imprudemment embarqués sur le fleuve. Cette victoire sans frais a produit un double effet moral au profit des Anglais. Elle les a débarrassés pour un temps de l'armée ennemie, qui fut débâchée et affolée à travers le désert, et elle a fourni un argument topique pour justifier la présence de ses troupes en Égypte.

Si les troupes anglaises n'avaient pas occupé Wadi-Halfa, le successeur du Mahdi serait aujourd'hui en route pour le Caire et l'insurrection le précéderait. Mais pour garder ces avantages, il ne faut pas, par de fausses sorties, encourager le retour offensif de l'insurrection. Il n'est pas moins nécessaire de prendre un parti pour la suite des négociations que sir H. Drummond Wolff a engagées à Constantinople et poursuit maintenant au Caire avec une persévérance digne d'un meilleur succès. Il est clair que la Porte amuse depuis six mois le négociateur anglais. On a exercé sa patience par toute espèce d'attentes dans les antichambres, d'abord à Constantinople, puis sur la plage en Égypte, interrogeant l'horizon pour voir si le navire portant Moukhtar-Pacha arrivait pas.

Le commissaire turc est enfin débouqué mais mais il a fallu échanger les politesses de rigueur avec le khédive, et les cérémonies ont encore ménagé des jours et des semaines. Puis, après un autre examen de la situation, le haut commissaire turc a enfin parlé pour déclarer qu'il n'y avait pas d'autre manière de régler les affaires d'Égypte que de ramener une armée turque au Caire. Pour prévoir les conclusions de Moukhtar-Pacha, il suffisait à la diplomatie anglaise de se rendre compte des dispositions qu'elle rencontrerait à Constantinople, pour le règlement de l'affaire des Balkans, auprès des représentants des trois empires. Il y a manifestement parité de rigueur entre les trois cours pour la question d'Orient. L'Angleterre ne doit pas se flatter de triompher par ses seules forces de cet accord aussi bien en Égypte que dans dans les Balkans. Mais avec qui peut-elle s'entendre pour conjurer un partage de l'Empire ottoman à son préjudice et terminer les difficultés égyptiennes par un compromis qui garantisse ses légitimes intérêts ?

Le ministre des finances a fait connaître au conseil le rendement des impôts indirects pour le mois de décembre dernier et l'année 1885 tout entière. Le résultat du mois de décembre a été particulièrement défavorable en égard à la moins-value de 37 millions par rapport aux évaluations budgétaires et une moins-value de cinq millions par rapport aux produits de l'année 1885. La moins-value de 27 millions par rapport aux évaluations, provient des impôts indirects de la France jusqu'à concurrence de 22 millions, de ceux de l'Algérie jusqu'à concurrence de 1,300,000 fr. et enfin de l'impôt des valeurs mobilières jusqu'à concurrence de 2,700,000 francs.

Le ministre des finances a fait connaître au conseil le rendement des impôts indirects pour le mois de décembre dernier et l'année 1885 tout entière. Le résultat du mois de décembre a été particulièrement défavorable en égard à la moins-value de 37 millions par rapport aux évaluations budgétaires et une moins-value de cinq millions par rapport aux produits de l'année 1885. La moins-value de 27 millions par rapport aux évaluations, provient des impôts indirects de la France jusqu'à concurrence de 22 millions, de ceux de l'Algérie jusqu'à concurrence de 1,300,000 fr. et enfin de l'impôt des valeurs mobilières jusqu'à concurrence de 2,700,000 francs.

**LE RENDEMENT DES IMPÔTS**  
Le ministre des finances a fait connaître au conseil le rendement des impôts indirects pour le mois de décembre dernier et l'année 1885 tout entière. Le résultat du mois de décembre a été particulièrement défavorable en égard à la moins-value de 37 millions par rapport aux évaluations budgétaires et une moins-value de cinq millions par rapport aux produits de l'année 1885. La moins-value de 27 millions par rapport aux évaluations, provient des impôts indirects de la France jusqu'à concurrence de 22 millions, de ceux de l'Algérie jusqu'à concurrence de 1,300,000 fr. et enfin de l'impôt des valeurs mobilières jusqu'à concurrence de 2,700,000 francs.

**UNE HISTOIRE INVRAISEMBLABLE**  
On va voir comme la concentration républicaine est une chose facile.  
Il y avait dans le Cantal, pour les élections du 4 octobre, deux listes républicaines : une opportuniste, sur laquelle était inscrit M. Charmaux ; une radicale dont faisait partie M. Anagat.  
Pas de concurrents conservateurs. La liste radicale passa tout entière.  
Or, 37 curés ont été privés de leurs traitements, savez-vous sous quel prétexte ?  
Sous le prétexte qu'ils ont fait de la propagande, non pour des conservateurs, puisqu'il n'y avait pas, mais pour la liste opportuniste, dont était M. Charmaux.  
Détail singulier, M. Charmaux qui ne fut point élu, a reçu comme consolation compensatrice le poste de directeur des affaires étrangères, au quai d'Orsay.  
Comment le cabinet Brisson a-t-il pu faire un crime aux trente-sept curés privés de leurs traitements d'avoir soutenu la candidature d'un homme que ce même cabinet détonnait si plantureusement de son échec électoral ?  
A première vue, cela paraît absurde, invraisemblable.  
Et pourtant cela s'explique tout naturellement.  
M. Brisson étant neutre, M. de Freycinet était pour la liste Charmaux, et M. Goblet pour la liste radicale. — Ce qui prouve à quel point l'harmonie régnait dans ce cabinet.  
M. Goblet a satisfait ses rancunes, pendant que M. de Freycinet satisfaisait ses préférences.  
Vous me direz : Et le conseil des ministres ?  
Mais y eût-il jamais de conseil de ministres sous la présidence de M. Brisson ?  
Chaque dévoué de portefeuille n'en faisait qu'à sa tête.  
M. Goblet est un ministre farouche, toujours agité comme le coqueron, de la guillotine, qui a frappé des innocents.  
Son injustice est tellement flagrante, et les 37 curés du Cantal ont si peu fait de propagande, que le chef de la liste radicale, M. Anagat, qui, par hasard, est un homme de bien, a protesté par écrit contre l'usage du citoyen ministre Goblet.  
C'est cette histoire, avec ses tenants et ses aboutissants, n'est-elle pas bien propre à édifier le public sur l'esprit du gouvernement qui vient de tomber ; et ne nous amoneste-t-elle pas tout un avenir de contradictions sous le gouvernement qui lui succède, quand nous y voyons encore coté à côté les deux hommes qui ont si diversement apprécié l'élection du Cantal : M. de Freycinet et Goblet ?

**LES ALLEMANDS A PARIS**  
Les Allemands sont tous plus ou moins Français, M. Fessler, manager de Français, M. Arthur Menzell, qui vient de faire paraître à Berlin sous le titre : « Pariser Luft » (Air parisien), un petit livre dans lequel il résume son impression sur Paris et les Parisiens, ne manque pas de nous dénigrer hellement, et ce n'est pas la haine dont il est rempli qui constitue l'originalité de son livre. Mais nous y trouvons, d'après le Temps, des renseignements précis sur la colonie allemande à Paris, en même temps que des aveux bons à enregistrer.  
M. Menzell estime qu'il n'y a pas dans la capitale plus de 25,000 Allemands. Pour établir son calcul, il se base sur le nombre relativement restreint des adhérents aux diverses sociétés allemandes (revue) qui existent à Paris. La plus ancienne et la plus nombreuse de ces sociétés est la *Teutonia*, qui est composée en majeure partie des membres les moins fortunés de la colonie allemande. Pourtant, ses archives de Noël sont très-frequentes. M. Menzell se borne à la mentionner et s'occupe plus longuement du *Quartellverein* (société de quatre) Celle-là est la société aristocratique.  
Elle est de fondation récente (1874), et ne compte pas plus de 300 membres. Ses fêtes annuelles ont lieu à l'hôtel Continental ; de temps en temps elle donne un concert, mais ses réunions habituelles sont « un peu sèches » il n'y vient que deux ou trois familles : M. Menzell avertit ses compatriotes qui ont des filles à marier que ce n'est point là qu'ils ont chance de trouver des gendres. La Société de Gymnastique (celle qui a eu des démêlés avec la Ligue des Patriotes), à l'inverse des deux autres, est exclusivement réservée aux hommes.  
A côté de ces trois sociétés principales, il existe encore un dîner mensuel, fondé depuis quelque temps par les personnages les plus notables de la colonie ; un club de « démocrates-socialistes », que certains députés du Reichstag, M. Liebnicht entre autres, viennent visiter de temps en temps ; enfin, la Société allemande de Secours mutuels qui, malgré son nom, n'est qu'une société d'entraide, et qui reçoit d'importants subsides annuels des princes allemands — entre autres 4,000 francs de l'empereur — ne compte pas plus de 310 membres.  
M. Menzell juge que ces chiffres sont tout à fait décisifs, car, selon lui, l'Allemand est par excellence l'être enclin aux « sociétés », et là

où il y a trois Allemands, la « société » est formée. Ajoutons que ces chiffres sont confirmés à peu près par l'Annuaire statistique de la ville de Paris.  
Les écoles allemandes à Paris sont rares et peu fréquentes : il y a qu'une seule école particulière où les familles aisées envoient leurs enfants ; et quelques écoles de pauvres, dans le quartier de la Villette, ne comptent pas plus de 4 à 500 élèves. M. Menzell reconnaît lui-même que les enfants allemands parlent plus volontiers le français que leur langue maternelle : « La langue française, dit-il solennellement, pénètre victorieusement dans leurs jeunes âmes et étouffe la parole allemande. »  
Le nombre des Allemands à Paris est à peu près stationnaire et ne semble pas dépasser 30,000, certains objets d'importation et de consommation purement allemande prouvent chez nous une extension singulière. On a déjà constaté souvent le développement des laveries et des brasseries, et le goût extraordinaire qui se répand dans nos établissements publics pour la choucroute, la bière et les saucisses de toutes sortes. La bière, surtout, fait des progrès énormes ; et le résumé de son histoire, que trace M. Menzell, avec chiffres à l'appui, mérite d'être cité :  
En 1855, la consommation de la bière à Paris comportait en tout 130,000 hectolitres ; et dans ce chiffre l'Allemagne et l'Autriche ensemble n'en fournissent que 39,000 hectolitres. Le reste était fourni par la « petite bière », c'est-à-dire par cette bière légère et claire qui, originaire des provinces du Nord, avait réussi à conquérir Paris.  
A partir de 1860, surtout dans l'année de l'Exposition, l'importation de la bière allemande, et spécialement de la bière autrichienne, augmente d'une façon considérable ; puis elle retombe en 1870, pour reprendre un nouvel élan à partir de 1875. Ainsi, le chiffre fourni par l'année 1876 est de 270,134 hectolitres, et celui de l'année 1880 est de 330,990 hectolitres. L'année dernière, plus de 400,000 hectolitres sont rentrés en France. Et c'est surtout de la bière allemande qu'il s'agit. Le succès de la bière autrichienne diminue d'année en année, et actuellement c'est à peine s'il en entre en France 100,000 hectolitres par année ; cela tient sans doute aux soins compliqués qu'elle exige.

Bref, on a pu croire en Angleterre qu'on n'entendrait plus parler ni du Soudan, ni des insurgés soudanais ; on a évanoui la haute Égypte, on a à peine maintenu quelques sentinelles avancées aux confins. Les illusions auxquelles on se livrait aussi facilement étaient bien dangereuses.  
Mais l'imprévoyance et l'inconséquence des Anglais leur ont tourné à bien. L'insurrection s'est réorganisée et a marché en avant, il est vrai, mais on a eu le temps de porter du Nord au Sud les garnisons du delta ; l'ennemi, en se portant en avant, a épargné aux troupes anglaises les épreuves de la marche à travers le désert.

**NOUVELLES DU JOUR**  
**Conseil des ministres**  
Paris, 9 janvier. — Le conseil des ministres s'est réuni ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Jules Ferry.  
Le ministre des finances a entretenu ses collègues du projet de budget de 1887, qui sera déposé dans les premiers jours du mois prochain. Il les a invités à revoir les évaluations de leurs prévisions, afin de réaliser, s'il est possible, de nouvelles économies. Il a annoncé en même temps une diminution de rendement de 7 millions sur les sucres, diminution due à l'application de la loi votée l'année dernière.  
Le conseil a décidé le transfert du service des

syndicats professionnels du ministère du commerce et de l'industrie.  
Il a fixé au 14 février la date des élections législatives dans les quatre départements de la Corse, de la Lozère, des Landes et de l'Ardèche.  
Enfin, les ministres de la guerre et de la marine ont fait signer de nombreux décrets de nomination pour le personnel de l'administration centrale.  
Le choix des sous-secrétaires d'État a provoqué de véritables trébuchements au conseil des ministres.  
Il a fallu ajourner les nominations jusqu'à ce que les Chambres, composant MM. Brousse, Boyvier-Lapierre et Peytral paraissent devoir figurer parmi les élus.  
Quant à M. Ballou qui devait être pourvu du sous-secrétariat des colonies, on aurait fait observer qu'il avait été l'un des agents les plus actifs de la candidature de M. Brisson à la présidence de la République.  
M. Lator, ancien préfet, est nommé directeur du personnel au ministère de l'intérieur.  
**Service anniversaire pour Napoléon III**  
Paris, 7 janvier. — Le service anniversaire pour le repos de l'âme de Napoléon III, a été célébré aujourd'hui à midi, à l'église Saint-Augustin.  
L'office divin a été célébré par M. l'abbé Laisné, ancien aumônier du palais des Tuileries.  
Au pied de l'autel, on avait déposé des couronnes et des bouquets. Presque tous les assistants portaient des violettes à la boutonnière.  
Aucun membre de la famille, à l'exception du prince Murat, n'était présent à cette cérémonie. Le prince Victor-Napoléon s'était rendu à l'église Saint-Pierre de Chailoit, où une messe basse était dite à la même heure.  
Parmi les assistants, on a reconnu : MM. Paul de Cassagne, le duc de Padoue ; Godelet, ancien député ; le baron Haussmann et la princesse Mathilde.  
Aucun incident n'a signalé cette cérémonie funèbre et les assistants se sont séparés le plus tranquillement possible.  
Comme à l'ordinaire, un individu portant un aigle violet de crêpe se tenait près du catafalque.  
**Lettre de Léon XIII à M. de Bismarck**  
Le Reichs-Anzeiger (Moniteur officiel) de l'Empire allemand publie la lettre officielle adressée par le Souverain-Pontife au chancelier allemand, pour lui annoncer qu'il le faisait chevalier de son ordre pontifical du Christ.  
En voici le principal passage :  
Vous avez noblement suivi votre inspiration, en envisageant la question selon sa propre essence et non selon l'opinion des autres et la coutume. Vous n'avez pas hésité un moment à la confier à Notre impartialité et en cela vous avez eu l'assentiment ouvert et tacite de tous ceux qui jugent impartialement, mais surtout l'assentiment particulier des catholiques de l'univers tout entier, qui certes ont dû tous se réjouir d'une façon particulière de l'honneur fait à leur Père et supérieur Pasteur.  
N'est-ce pas votre sagesse politique qui a été le moteur principal de la grande puissance de l'Empire allemand que tous connaissent et reconnaissent, cet empereur qui a l'avenir de puissance et de force, grâce à cette même sagesse. Il n'a pu, non plus, échapper à votre sagesse que le pouvoir que Nous exerçons est d'une grande force pour l'intégrité de l'ordre public et de l'État, surtout quand Nous nous exerçons en faveur sans la moindre ombre et que nous nous faisons d'une entière liberté.  
Qu'il Nous soit donc donné de présager l'avenir et, en envisageant ce qui a été déjà fait, d'y puiser de nouvelles espérances pour le reste.  
**Incident entre le parti allemand et le parti national autrichien**  
Vienne, 10 juin. — A la dernière séance de la Diète, une violente altercation s'est élevée entre M. de Plover, chef des libéraux allemands, et M. Rieger, chef des nationalistes.  
Les Tchèques demandaient que dans les districts allemands de la Bohême les fonctionnaires publics soient tenus de connaître la langue tchèque aussi bien que l'allemand.  
M. Rieger, au cours du débat, a fait remarquer que le tchèque est un idiome plus ancien que l'allemand et que, par conséquent, l'Autriche doit cesser d'être un État allemand et devenir slave.  
Des protestations s'élevèrent de toutes parts sur les banes allemands et M. de Plover s'écria :  
« Vous prenez cela pour une déclaration de guerre, soit, nous sommes prêts, et puisque vous le voulez vous aurez la guerre. »  
Il s'en est suivi un grand tumulte.  
**L'état de l'empereur Guillaume**  
Berlin, 9 janvier. — On croit que l'empereur d'Allemagne souffre de rhumatismes.

**M. DE FALLOUX**  
**LES FUNÉRAILLES**  
Angers, 11 h. 50. — Le cortège funèbre a quitté la maison mortuaire à dix heures. Selon le vœu exprimé par M. de Falloux dans son testament, le

se donnerait à lui tout entier, sans autres espérances, sans autres ambitions ; n'en est-il pas de l'état militaire comme de l'état religieux et tous les deux exigent-ils pas le renoncement. L'embaras seulement, était de trouver une occupation dans laquelle il put se jeter à corps perdu et s'abandonner pendant ses heures de liberté, mais il cherchait, il trouverait ; il avait depuis assez longtemps déjà l'idée de traduire un ouvrage allemand sur la balistique, il s'y mettrait et renoncera à la coupure, sans esprit de difficultés pour ne pas laisser son aspect s'élever sur les ailes de la révérence.  
Heureusement, l'amour de son métier lui était resté aussi vivant qu'au jour où, devant la compagnie au pont d'armes, il avait entendu son capitaine prononcer les mots sacramentels : « Sapeux-officiers, caporaux et soldats, vous reconnaîtrez pour votre chef le sous-lieutenant Bonnet... » et où ses grandes espérances avaient monté dans l'azur avec la sonnerie des clairons, tandis qu'il ébauffait d'orgueil dans sa belle tunique neuve ; il était donc quelqu'un, le fils du mouneur de Saint-Martin, officier... « Et vous lui ôlérez. »  
On était encore à cette époque dans la période qui a suivi les désastres de 1870, où tout le monde en France avait mis ses fiertés et ses espoirs patriotiques dans l'armée ; autour de lui, dans son régiment, on travaillait, on s'enorgueillissait, on ne doutait de rien ni de personne, ni de ses chefs, ni de soi-même, on voulait ; avec un même but, tous avaient une même pensée.  
Depuis, il avait vu bien des défaites se produire et une sorte de désespérance ou d'indifférence, un sentiment d'infériorité dont chacun rejetait la responsabilité sur son voisin, la politique ou la

fatalité succédait à ces heures d'élan et d'union. Ses anciens qui avaient subi l'entraînement général s'étaient vite fatigués ; comme le travail dérangé de vieilles habitudes contractées de longtemps, ils l'avaient peu à peu abandonné, ne se donnant pas pour déclarer tout haut qu'il n'y avait qu'à reprendre l'ancien train-train, et pour blâmer ou railler ceux qui désorganisaient l'ancienne armée sans être capables d'en organiser une nouvelle ; ils avaient essayé, ils avaient échoué, à qui la faute ? Non à eux à coup sûr, mais aux choses, aux hommes, à l'esprit national.  
Subissant cette influence plus d'un jeune, qui n'aurait pas demandé mieux que de marcher s'il s'était senti soutenu, avait lâché pied ; c'est si commode de s'abandonner à la négligence et à l'incertitude, alors surtout qu'on a des exemples venant d'en haut et de excuses tout autour de soi ; pourquoi n'aurait-il pas raison ceux qui eurent des faits auxquels il est souvent embarrassant de répondre : on se met à croire en eux au lieu de croire en soi et la paresse aidant, on leur emboîte le pas.  
Comme on avait-il vu de ces défaites chez des camarades aussi pleins d'ardeur que lui au commencement, et qui, bientôt, n'avaient plus pensé qu'à s'acquiescer de leur besogne régulièrement en bons fonctionnaires, sans rien demander, sans rien vouloir au delà du courant ; la revanche ! est-ce qu'on est prêt ? Ne se sentant pas prêts eux-mêmes, ils reconnaissent très justement leur incapacité et leur impuissance à condition de pouvoir affirmer haut celles des autres.  
Combien étaient partis avec la fierté de leur profession et le sentiment de la grandeur de leur

**LE**  
**LIBUTENANT BONNET**  
**DEUXIÈME PARTIE**  
**IX**  
— On dit ça pour commencer, et puis après le concours c'est l'argent. Eh bien ! tu n'auras ni l'un ni l'autre ; d'abord parce qu'on ne se marie pas quand on est lieutenant. On attend qu'on soit commandant ou colonel pour faire un bon mariage ; ensuite, parce que quand on est beau garçon comme toi on n'a pas besoin d'argent pour se faire aimer par les filles, enfin, parce que je ne veux pas vendre ma langue qui, dans trois ou quatre ans, vaudra le double ou le triple de ce qu'elle vaut maintenant. Tu dis que si tu étais le fils unique d'un homme qui a cent mille francs on ne pourrait pas voir dans ton amour une spéculation ; mais, sacré matin, tu es le fils d'un homme qui est propriétaire de terrains qui valent... ce qu'ils valent, ce que tu veux qu'ils valent et ta position est autrement belle.  
X  
Bonnet abrégé son séjour au moulin. Qu'éût-il obtenu en restant ? Rien absolument. Son père ne changeait pas d'idée ordinairement, et encore moins quand il s'imaginait qu'on « voulait lui tirer une carotte. » Il n'avait qu'à partir.

Quand il annonça son départ, son père ne se fâcha pas.  
— Tu sais, mon garçon, que je ne t'en veux pas, tu as cherché à me tirer une carotte ; à ta place, j'en aurais fait autant ; seulement, si tu étais à la même, tu ferais comme moi ; les parents sont les parents et les enfants sont les enfants.  
Il voulait lui faire un petit bout de conduite au quitta jusqu'à la sortie de la lande, mais en quittant la maison, au lieu de couper au court, il le passa devant les pierres draïtiques ; arrivé là il s'arrêta et du doigt montrant les énormes blocs de granit tout couverts de lierre et de mousses :  
— Vois-tu, mon garçon, dit-il avec un accent plus sérieux qu'à l'ordinaire, j'ai ma religion comme un autre ; ton oncle la blâmait, et je ne lui en veux pas, étant dans son droit de curé ; mais il y en a plus d'un ici qui sans rien dire à personne est comme moi et veut faire ses dévotions à ces pierres. Pourquoi pas, c'est-y pas une chapelette aussi ? On lui adressait sa demande autrefois ; on peut bien la lui adresser maintenant, et il me semble que ce qui était bon dans les temps passés, doit être bon encore de notre temps. Toutes les fois que j'ai été embarrassé, je leur ai demandé conseil, et je m'en suis bien trouvé ; faut-il faire ça ? ne faut-il pas le faire ?  
Il retira son bonnet de coton dévotement avec une genuflexion.  
— Eh bien, quand je les ai consultées rapport à la lande, elles m'ont répondu qu'il ne fallait pas la vendre.  
Il étendit le bras vers les pierres où deux trous sombres se montraient, insupportables à l'œil, au milieu des blocs de granit et des touffes de bruyères :

— Est-ce vrai ? demanda-t-il.  
Au sortir de la lande, ils se séparèrent, et Bonnet refit tristement au retour la route qu'il avait parcourue avec bonne humeur à l'aller ; fils d'un propriétaire de terrains valant deux ou trois cent mille francs, n'était pas du tout la même chose que d'être fils d'un propriétaire qui avait vendu son terrain cent mille francs. — Tu lui donneras la valeur que tu voudras, à la lande, disait son père.  
Mais justement parce qu'il était libre de fixer cette valeur, son estimation ne signifiait rien ; on pouvait lui répondre qu'elle était trop forte de moitié, des trois-quarts, de tout.  
C'était donc un voyage inutile, il fallait renoncer aux espérances que la lettre de Virel lui avait données un peu follement et se résigner.  
Son retour fut mélancolique et la perspective d'hériter un jour d'une assez grosse somme ne balançait pas les déceptions de l'heure présente ; cet accueil de son père, cette défiance, ces finasseries le blessaient dans sa fierté autant qu'elles le peinèrent ; par cela même qu'il se croyait obligé de renoncer à son amour, il eût voulu pouvoir se rejeter du côté de son père ; il se fit sans le moins resté si de cette visite à la maison natale il lui était resté dans le cœur un souvenir autre que celui qu'il emportait.  
Il rentra à La Feuillade bien décidé à ne plus aller chez madame de Bosmoreau. D'jà, à la vérité, il avait pris cette résolution sans la tenir, mais cette fois il ferait en sorte de ne point éblouir d'hypocrites faiblesses. L'occupera-t-il, il travaillait, il se mettrait dans l'impossibilité de sortir les jours où l'on se réunissait chez Julienne. Si tout lui manquait, son métier lui restait, Dieu merci ! il

devoir qui s'étaient vite engourdis dans l'apathie de la vie de la garnison et le bien-être de la vie bourgeoise.  
Pour lui, soldat par vocation, il avait eu le bonheur de résister à ces dissolvants et de ne pas se laisser prendre par le découragement des sceptiques ou la paresse des oisifs, que de se laisser influencer par les plaisanteries des blagueurs.  
Malgré la misère que ses dettes lui avaient imposées, son enthousiasme de jeune homme s'était soutenu, il aimait son métier comme au premier jour, et pas une de ses jeunes croyances n'avait été atteinte ; comme à vingt ans il sentait l'humiliation de la défaite, et comme à vingt ans il avait foi dans les prestiges de la patrie.  
Il avait toujours travaillé, il travaillerait davantage, et la mollesse à laquelle il s'était un moment abandonné en arrivant à la Feuillade et en croyant sa tranquillité matérielle assurée, il la secouerait ; c'est la misère qui est mauvaise pour un soldat, ce n'est pas la pauvreté.  
Comme il arrivait près de sa maison, il aperçut sa logeuse et son ordonnance assis à côté l'un de l'autre dans l'allée ; la logeuse lisait et le soldat écoutait ; au bruit de ses pas dans cette rue où la circulation était rare, ils tournèrent la tête vers lui, et l'ordonnance l'ayant reconnu se leva vivement, les pieds en équerre, la main droite au képi tandis que de la gauche il tâchait de fourrer dans sa poche un mouchoir à bande rouge qu'il avait cueilli sur les genoux de madame Raveau.  
— Que diable faites-vous là ? demanda Bonnet surpris.  
Hector MALOT.

devoir qui s'étaient vite engourdis dans l'apathie de la vie de la garnison et le bien-être de la vie bourgeoise.  
Pour lui, soldat par vocation, il avait eu le bonheur de résister à ces dissolvants et de ne pas se laisser prendre par le découragement des sceptiques ou la paresse des oisifs, que de se laisser influencer par les plaisanteries des blagueurs.  
Malgré la misère que ses dettes lui avaient imposées, son enthousiasme de jeune homme s'était soutenu, il aimait son métier comme au premier jour, et pas une de ses jeunes croyances n'avait été atteinte ; comme à vingt ans il sentait l'humiliation de la défaite, et comme à vingt ans il avait foi dans les prestiges de la patrie.  
Il avait toujours travaillé, il travaillerait davantage, et la mollesse à laquelle il s'était un moment abandonné en arrivant à la Feuillade et en croyant sa tranquillité matérielle assurée, il la secouerait ; c'est la misère qui est mauvaise pour un soldat, ce n'est pas la pauvreté.  
Comme il arrivait près de sa maison, il aperçut sa logeuse et son ordonnance assis à côté l'un de l'autre dans l'allée ; la logeuse lisait et le soldat écoutait ; au bruit de ses pas dans cette rue où la circulation était rare, ils tournèrent la tête vers lui, et l'ordonnance l'ayant reconnu se leva vivement, les pieds en équerre, la main droite au képi tandis que de la gauche il tâchait de fourrer dans sa poche un mouchoir à bande rouge qu'il avait cueilli sur les genoux de madame Raveau.  
— Que diable faites-vous là ? demanda Bonnet surpris.  
Hector MALOT.

devoir qui s'étaient vite engourdis dans l'apathie de la vie de la garnison et le bien-être de la vie bourgeoise.  
Pour lui, soldat par vocation, il avait eu le bonheur de résister à ces dissolvants et de ne pas se laisser prendre par le découragement des sceptiques ou la paresse des oisifs, que de se laisser influencer par les plaisanteries des blagueurs.  
Malgré la misère que ses dettes lui avaient imposées, son enthousiasme de jeune homme s'était soutenu, il aimait son métier comme au premier jour, et pas une de ses jeunes croyances n'avait été atteinte ; comme à vingt ans il sentait l'humiliation de la défaite, et comme à vingt ans il avait foi dans les prestiges de la patrie.  
Il avait toujours travaillé, il travaillerait davantage, et la mollesse à laquelle il s'était un moment abandonné en arrivant à la Feuillade et en croyant sa tranquillité matérielle assurée, il la secouerait ; c'est la misère qui est mauvaise pour un soldat, ce n'est pas la pauvreté.  
Comme il arrivait près de sa maison, il aperçut sa logeuse et son ordonnance assis à côté l'un de l'autre dans l'allée ; la logeuse lisait et le soldat écoutait ; au bruit de ses pas dans cette rue où la circulation était rare, ils tournèrent la tête vers lui, et l'ordonnance l'ayant reconnu se leva vivement, les pieds en équerre, la main droite au képi tandis que de la gauche il tâchait de fourrer dans sa poche un mouchoir à bande rouge qu'il avait cueilli sur les genoux de madame Raveau.  
— Que diable faites-vous là ? demanda Bonnet surpris.  
Hector MALOT.